

## Sommaire

### Editorial

#### ANALYSE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE

##### LES INDICATEURS MACRO-

ECONOMIQUE .....2

LA SITUATION DU PAYS .....4

**Sujet du jour :** LE BENZOLIVE, UNE  
PLANTE MIRACLE;.....7

**Nous avons rencontré pour vous :**  
Le FAES;.....12

**Le saviez-vous?.....14**

**Matières à Reflexion.....15**



#### Rédaction:

Danielle AVIN  
Aldrin CALIXTE  
Douby EXANTUS  
Gary MATHIEU  
Jean Chariot MICHEL  
Atwood RAPHAEL  
FAES

#### Responsable de Rédaction :

Jean Chariot MICHEL

#### Mise en page :

Douby EXANTUS

#### Edition: CNSA

Dépôt légal # 03-05-146



*Ce document a été réalisé avec l'aide de l'Union européenne. Son contenu relève cependant, de la seule responsabilité de la CNSA et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union européenne.*

La sécheresse a enfin desserré son étreinte durant ce trimestre. Cependant, le retard qu'elle a suscité dans la conduite des activités agricoles dans beaucoup de régions du pays peut n'être pas sans risques pour les récoltes futures - possibilité d'aléas climatiques non prévus ou de pestes surprenant les cultures durant des phases critiques -.

La situation socio-politique et la psychose de peur qui en est résultée ont provoqué un net ralentissement des activités économiques, particulièrement à la capitale. La tragédie de l'incendie du marché « **Tèt Bœuf** » peut être considérée comme un climax à ce point de vue. Beaucoup d'acteurs de la vie économique ont fui le centre commercial de Port-au-Prince durant cette période, rendant encore plus critiques les conditions de sécurité alimentaire du secteur informel. Effet aggravant : tendance plus accentuée à la hausse pour les prix des produits alimentaires ; cette augmentation a été plus accusée à Port-au-Prince comparée à la situation dans les villes de province où la circulation des denrées s'est révélée plus facile.

L'offre de produits alimentaires a été caractérisée durant cette période, par la rareté des produits locaux, consécutive à la situation post- sécheresse et à une forte demande en grains pour les prochains semis ; la sécurité alimentaire générale, particulièrement celle des ménages à faibles revenus a elle, été affectée par la perturbation des activités économiques.

Dans ce 10<sup>ème</sup> numéro du Bulletin de Conjoncture, nous vous présentons :

- Une analyse de la situation alimentaire basée sur des indicateurs macro-économiques, des facteurs agro-climatiques et quelques variables de l'accès aux aliments dans les départements.
- Un trésor méconnu : le benzolive (*Moringa oleifera*), dont les feuilles et gousses ont une valeur nutritionnelle élevée.
- Dans la rubrique « Nous avons rencontré pour vous » vous ferez la connaissance du FAES, - Le Fonds d'Assistance Economique et Social - qui fête au mois d'avril le 10<sup>ème</sup> anniversaire de sa réouverture. Cette institution intervient, entre autres, dans la réduction de la pauvreté rurale et l'amélioration de la sécurité alimentaire.

- Enfin, en plus de quelques informations sur des interventions multiples touchant la sécurité alimentaire durant la période considérée, nous vous entretenons, dans la rubrique « Matières à réflexion » d'une expérience originale de cantine scolaire approvisionnée avec des

produits locaux cultivés par les parents d'élèves.

Chères lectrices, chers lecteurs, nous vous remercions pour votre disponibilité et vous souhaitons bonne lecture.

**La Coordonnatrice**



## Analyse de la Sécurité alimentaire

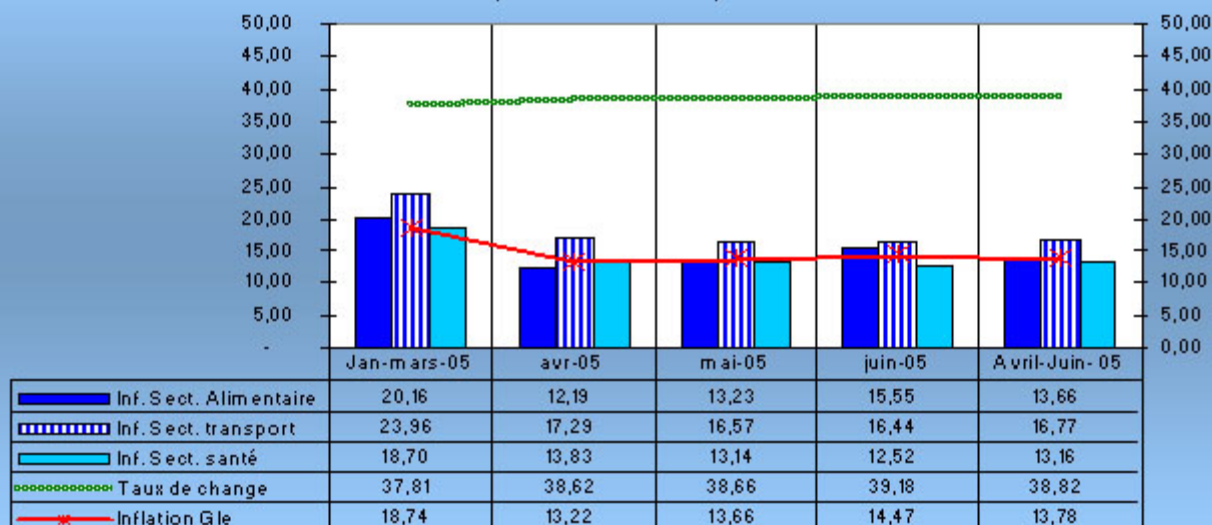
### Sommaire

Ce trimestre, le taux moyen d'Inflation en glissement annuel a baissé de 26% par rapport au trimestre précédent, grâce surtout à une décroissance de 32% dans le secteur alimentaire. La Gourde, quant à elle, s'est dépréciée de 3% par rapport au dollar.

Sur le plan agro-climatique, la situation est meilleure par rapport au trimestre précédent. La pluviométrie enregistrée représente plus de sept (7) fois de celle du trimestre passé, soit 581.20 contre 84.47 mm.

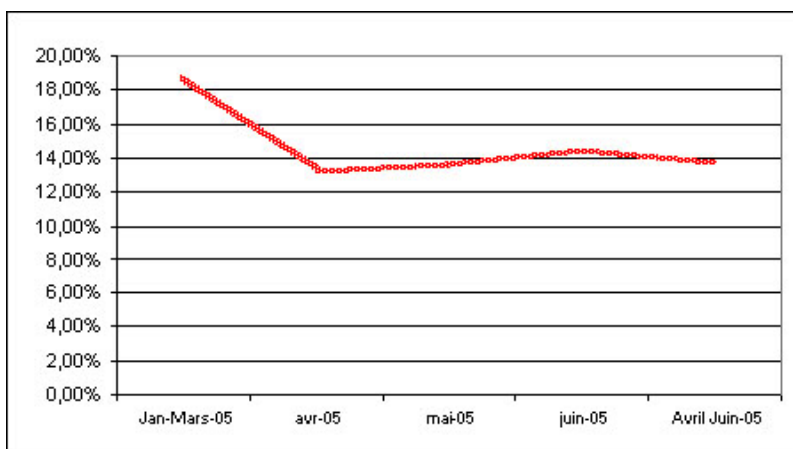
## Les indicateurs macro-économiques et sécurité alimentaire

**Evolution des taux d'inflation et de change au cours du trimestre avril/ juin 2005 (août 2004= 100)**



Source: IHSI

Evolution de l'inflation générale



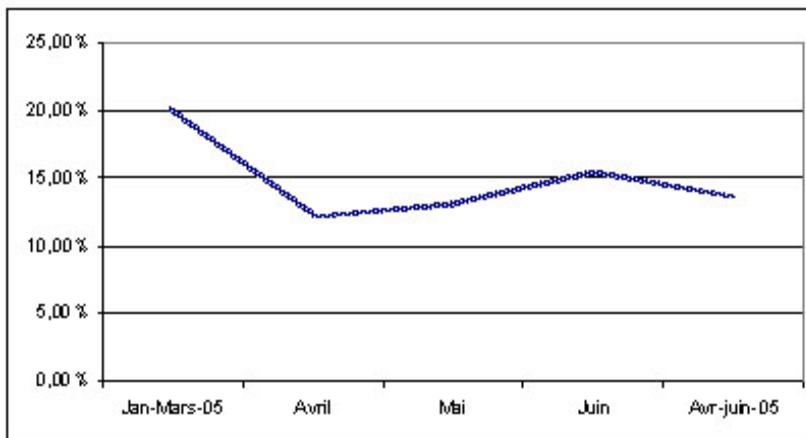
### Inflation Générale

D'après les données fournies par l'IHSI, le taux moyen d'Inflation en glissement annuel continue sa baisse amorcée depuis le dernier trimestre de l'année 2004. En effet de 18.74% le trimestre précédent, il est passé à 13.78% ce trimestre, soit une variation de 26%. Ce constat résulte d'une forte baisse enregistrée dans le secteur alimentaire qui, à lui seul, constitue plus de 50% du groupe des dépenses.

### Inflation Seteur Alimentaire

Le taux moyen d'inflation en glissement annuel au niveau du secteur alimentaire a accusé une baisse de 32% par rapport au trimestre dernier. Cette baisse, si elle est répercutée au niveau des ménages, pourrait être très appréciée, particulièrement, par les petites bourses. Après une bonne pluviométrie enregistrée dans diverses parties du pays durant ce trimestre, on peut s'attendre à une augmentation de l'offre alimentaire.

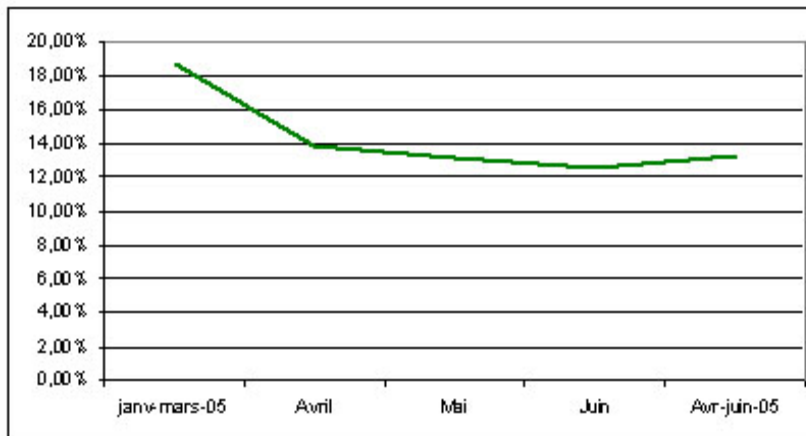
Evolution de l'inflation dans le secteur alimentaire



### Inflation Secteur Santé

Le taux moyen d'Inflation en glissement annuel dans le secteur médical a baissé de 30% par rapport au trimestre précédent. Ceci signifierait que les menages, pour ce trimestre, ont disposé davantage de médicaments par rapport au trimestre dernier. Autrement dit, ils se sont faits soigner à meilleurs prix .

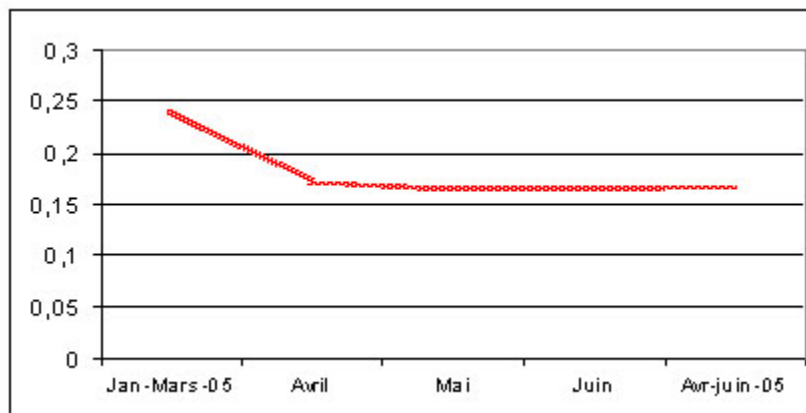
Evolution de l'inflation dans le secteur de la santé



### Inflation Transport

Le niveau moyen du taux d'Inflation en glissement annuel dans le secteur du transport a connu une baisse de 30% par rapport au trimestre dernier. Toutefois cet indicateur en glissement mensuel a augmenté de 3%, suite à une variation à la hausse du prix du pétrole sur le marché international. Cette situation, si elle persiste pourrait se répercuter sur les prix des aliments, car ceux-ci sont ordinairement affectés par le coût du transport qui devraient augmenter après les ajustements effectués durant ce trimestre.

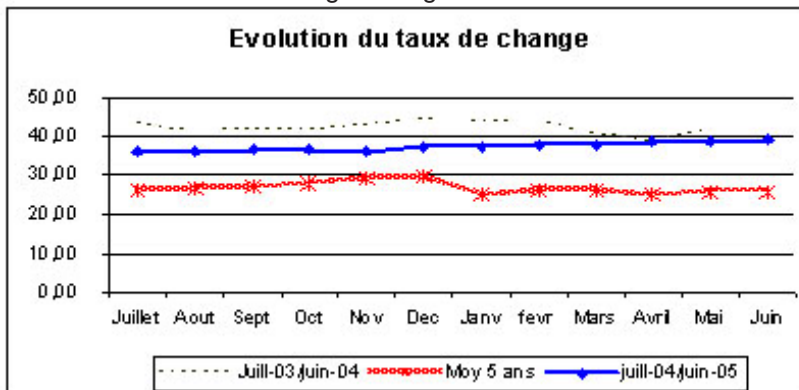
Evolution de l'inflation dans le secteur du transport



### Taux de change

Comparé au niveau atteint le trimestre précédent, la gourde s'est dépréciée de 3% ce trimestre par rapport au dollar. En effet, pour ce trimestre, il faut 1.01 gourdes de plus que le trimestre précédent pour avoir 1 dollar, soit de 38.82 contre 37.81 gourdes. Dans un contexte d'importation massive de produits alimentaires, cette dépréciation continue de la gourdes peut contribuer à la hausse des prix des aliments.

Evolution du taux de change ation générale

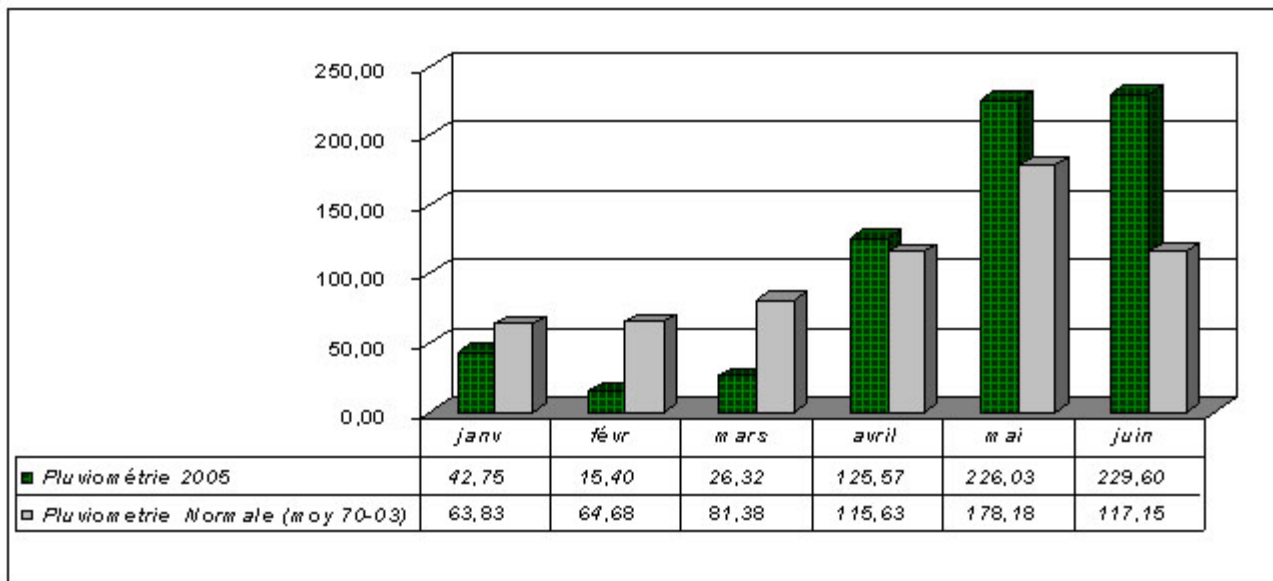


# Situation du pays

## La situation alimentaire au cours du trimestre avril-juin 2005 Situation Agro-climatique

Contrairement au trimestre précédent, la situation pluviométrique pour les mois d'avril à juin s'est améliorée considérablement. La pluviométrie enregistrée pour le mois d'avril (125,57mm) est supérieure à la pluviométrie moyenne totale de janvier à mars qui était de 84,47 mm.

Les données pluviométriques mensuelles pour ce trimestre\* sont supérieures à la moyenne normale mensuelle sur 33 ans (1970 – 2003), . A la faveur de cette bonne pluviométrie observée dans l'ensemble des régions du pays au mois d'avril, les exploitants ont démarré la campagne agricole qui malheureusement n'a pas pu être lancée au mois de mars en raison du déficit pluviométrique du trimestre dernier (84,47 mm sur l'ensemble du pays).



Source: MARNDR/FIC

Il faut, cependant, souligner que la pluviométrie enregistrée au mois de mai, 226,03 mm, a occasionné dans certaines zones des inondations avec des dégâts matériels et des pertes en vies humaines. Les principales régions touchées sont le Nord (Grande Rivière, Limonade), les départements du Sud, de la Grand'Anse et de l'Ouest.

Au cours du mois de juin, les données enregistrées ont affiché une certaine hausse au niveau du régime pluviométrique par rapport au mois de mai (229,6 mm).

Dans l'ensemble, cette pluviométrie était très favorable pour la campagne agricole particulièrement pour la production du haricot, du maïs.

**Pour ce trimestre nous présentons la situation agricole par zone agro écologique :**

**Dans la zone I (ensemble des plaines sèches et des montagnes sèches),** les activités agricoles ont démarré au début du mois d'avril avec le semis du maïs et du sorgho. Dans le Haut Plateau Central, le semis (maïs, sorgho) a été effectué au cours du mois de mai. La mangue était disponible au début du trimestre, mais la détérioration du réseau routier dans ce département risquait d'occasionner des pertes post récolte (circulation de marchandises ralentie).

Les activités agricoles se sont poursuivies sans trop grande difficulté, les récoltes débuteront au trimestre prochain, période où l'activité cyclonique sera probablement intense, d'où la possibilité de perte de récolte si une situation cyclonique se développe réellement dans ces zones.

**Dans la zone II (ensemble des montagnes humides et semi humides),** la situation est différente de celle constatée dans la zone I. Les activités agricoles ont démarré à la fin du mois de mars avec la campagne de maïs et de haricot. Des cultures maraîchères étaient à une phase avancée de la production, mais la sécheresse du trimestre dernier a eu un impact négatif sur cette production (flétrissement irréversible de certaines plantes). A la fin du trimestre, le haricot et le maïs commençaient déjà à être disponibles. Les exploitants ont démarré, au début du trimestre, la plantation d'igname dans les montagnes humides. Actuellement cette culture est à sa phase de croissance.

**Dans la zone III (ensemble des plaines irriguées),** les activités ont démarré au mois de mai, en partie, à cause d'une baisse du débit de l'eau dans les canaux. Cette situation a ralenti les «activités agricoles dans les plaines irriguées des départements de l'Ouest, de l'Artibonite et les zones irriguées du Bas Plateau Central.

\*Ces données pluviométriques ont été enregistrées au Cap-Haïtien, à Ouanaminthe, à Jacmel, à La Vallée de Jacmel, à St Marc et aux Cayes

Dans la plaine irriguée d'Anse Rouge, les exploitants ont récolté l'échalote. Dans de la vallée de l'Artibonite le riz commençait à être récolté au niveau de l'Estère au cours du mois d'avril, par contre dans la zone de Pont Sondé, on procédait durant cette même période au repiquage. Soulignons, toutefois, que dans certaines régions des départements du Sud et de la Grande Anse, les pluies enregistrées, au cours du moi

de mai, ont occasionné des dégâts au niveau de certaines parcelles.

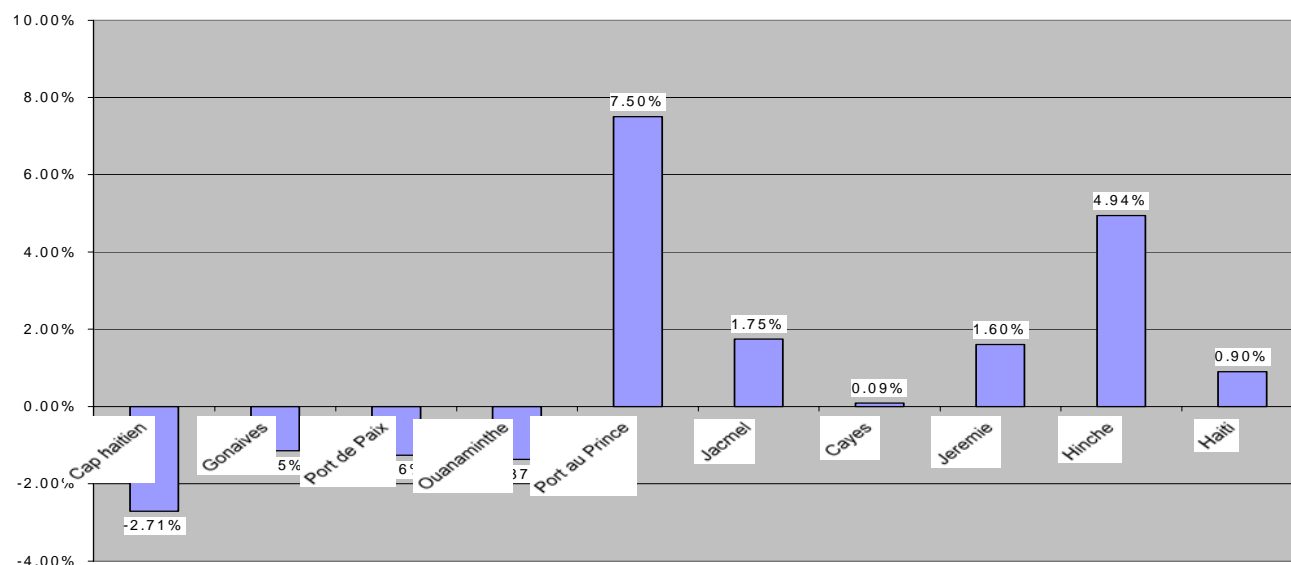
La situation de l'élevage s'est améliorée considérablement au cours de ce trimestre. Dans les différentes régions du pays, la bonne pluviométrie a occasionné la repousse des herbes, et dans certaines régions **où la récolte eut lieu, les résidus ont renforcé la disponibilité en fourrage.**

### Accès aux Aliments dans les Départements Produits Importés

#### a) Les marchés

Par rapport au trimestre dernier, les prix moyens pratiqués dans les différents marchés du pays ont très légèrement augmenté (1%). Sur les marchés des principales villes de province ouvertes au commerce extérieurs et de Ouanaminthe à la frontière, on observe une tendance à la baisse des prix, alors qu'à Port-au-Prince les prix ont sensiblement augmenté (7.5%). Cela pourrait être expliqué par une intensification des activités de débarquement dans les ports de provinces au détriment de la capitale où la situation d'insécurité a provoqué un net ralentissement des activités. L'offre de ces produits serait plus importante sur ces marchés de province.

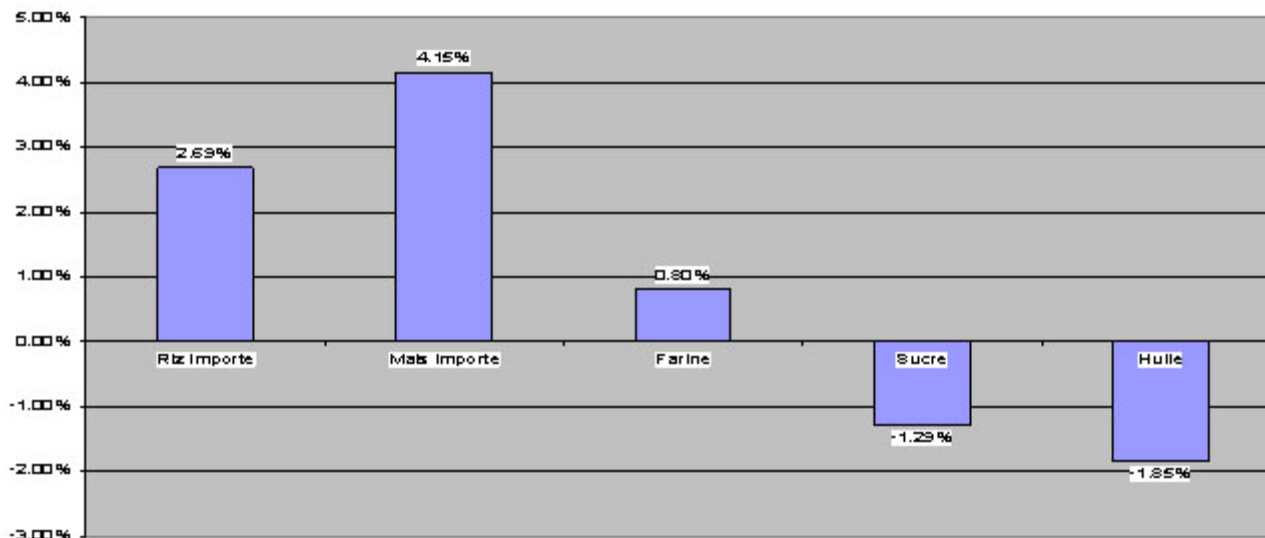
Comparaison de l'évolution du prix des produits importés par rapport au trimestre précédent, selon le marché considéré



#### b) Les Produits

Hormis les prix de l'huile et du sucre qui ont chuté respectivement de (1.85%) et (1.29%) par rapport au trimestre dernier, les autres produits ont tous connu des hausses. Le maïs a connu la plus forte hausse (4.15%).

Évolution du prix des produits importés au niveau national



## Riz Importé

Le prix de ce produit a légèrement augmenté ce trimestre. En effet, de 78.04 gourdes la marmite de 6 livres le trimestre précédent, son prix est passé à 80.14 gourdes ce trimestre, soit une augmentation de près de 3%. A Port-au-Prince, la variation du prix du riz a atteint 35.52% tandis que dans les principaux marchés du pays, les prix ont évolué à la baisse.

## Maïs Importé

En moyenne, le prix de la marmite de 6 livres de maïs importé a fluctué à la hausse de 4.15% sur l'ensemble des marchés considérés. Cette augmentation s'est aussi ressentie sur cinq marchés : Ouanaminthe (6.18%), Port au Prince (1.81%), Jacmel (7.34%), Jérémie (19.18%) et Hinche (13.43%). Cependant, au marché des Cayes, le prix de ce produit a chuté de 7.19% par rapport au trimestre précédent.

## Farine Importée

Le prix de la marmite de 6 livres de farine n'a pas fluctué par rapport au trimestre dernier. Sur

l'ensemble des marchés, le prix moyen de ce produit est de 59.61 gourdes. A Hinche, par exemple, le prix de la farine a cru de 8.26%, tandis qu'au Cap Haïtien son prix a chuté de 4.41%.

## Sucre

Sur l'ensemble des marchés, le prix de la marmite de 6 livres de sucre a chuté de 1.29% par rapport au trimestre dernier. Le marché où le prix du sucre a le plus diminué est Ouanaminthe (13.46%) tandis que le prix du sucre a cru de 15.61% au marché de Jacmel.

## Huile

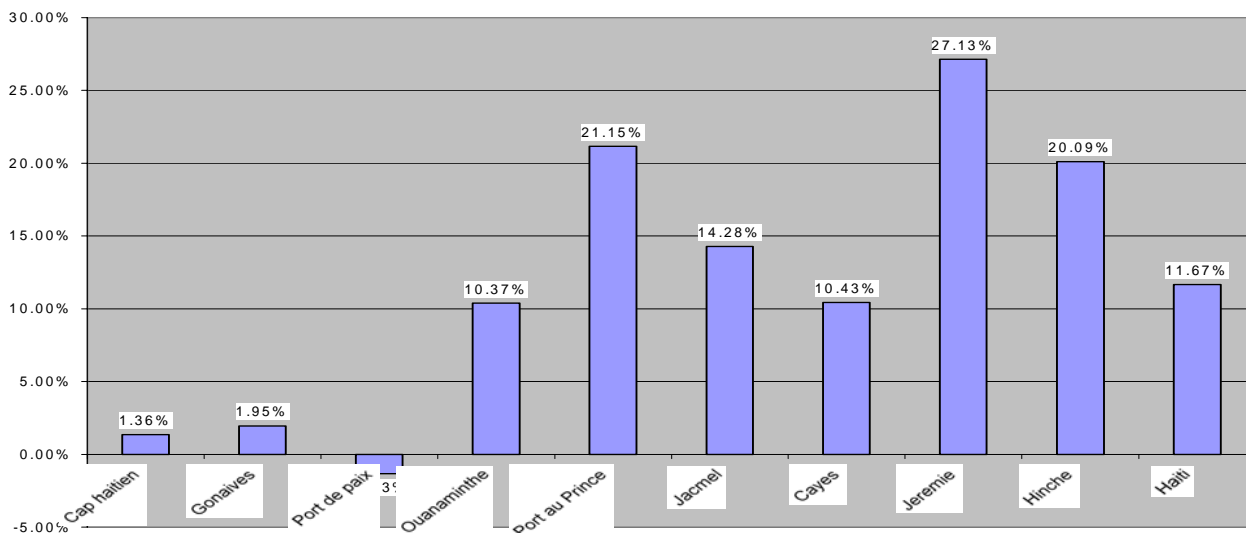
En considérant les prix pratiqués sur l'ensemble des marchés du territoire national, le prix du gallon de 3.79 litres d'huile a légèrement chuté (1.85%) par rapport au trimestre précédent. C'est au marché de Jacmel que le prix de ce produit a le plus fortement chuté (10.25%).

## Produits Locaux

### a) Les marchés

Les prix moyens dans tous les marchés considérés, exception faite pour le marché de Port de Paix, ont augmenté par rapport au trimestre dernier. Les marchés de Jérémie, de Port au Prince et de Hinche ont vu leur prix grimper de respectivement 27%, 21% et 20%. Le marché de Port de Paix a été le seul avoir accusé un recul par rapport au trimestre dernier (1.33%). La variation nationale est de + 11.67%. Cette hausse est peut être due à plusieurs facteurs. Suite à une période de sécheresse très marquée, les réserves sont pratiquement épuisées. Avec l'arrivée de la saison des pluies, il s'est produit une forte demande de grains pour les semences, ce qui a probablement expliqué la hausse des prix.

Comparaison de l'évolution du prix des produits locaux par rapport au trimestre dernier, par marché



### b) Les produits

Hormis le prix moyen du sorgho qui a décliné de près de 1%, les prix moyens de tous les autres produits locaux sous étude ont augmenté par rapport au trimestre précédent. Les haricots sont les produits ayant subi la plus forte variation, (haricot rouge : 21%, haricot noir : 23%). Celle-ci est due à cause de la prolongation de la sécheresse, donc forte demande des graines pour les semis retardés et/ou la consommation.

## Riz Lakay

De 110.51 gourdes la marmite de 6 livres le trimestre dernier, le prix moyen du riz est passé à 122.11 gourdes, soit une augmentation de 10.50%.

Les niveaux de productivité des contextes différents de production ont été souvent évoqués pour expliquer les écarts entre les prix du riz lakay et ceux du riz importé. Les conditions des petites exploitations haïtiennes, confrontées à diverses contraintes, telles

que la sécurité foncière, l'accès aux intrants, aux semences de qualité et au crédit, des problèmes d'irrigation et de drainage..., sont très différentes des grandes fermes rizicoles des pays exportateurs qui bénéficient d'économie d'échelle et de subventions. Cependant l'écart constaté serait dû aussi à une différence de qualité. Les prix du riz local collecté concernent le riz gourmet, principalement les variétés Madan Gougousse et Sheila dont les rendements sont d'ailleurs faibles et pour lesquelles les consommateurs seraient disposés à payer plus cher.

### Mais Lakay

Aux marchés de Hinche et de Jacmel, le prix de la marmite de 6 livres de maïs local a cru respectivement de 30.14% et 29.92%. Dans tous les marchés sous étude les prix ont grimpé, sauf sur les marchés des Gonaïves et de Port de Paix où les prix ont chuté de respectivement 2.08% et 2.34%. L'offre de ce produit dans certaines régions a augmenté à cause de la récolte dans les aires irrigués. Le prix moyen de la marmite de 6 livres de maïs local, sur l'ensemble des marchés considérés du territoire national, a grimpé de 7.10% par rapport au trimestre précédent.

### Haricot Rouge

Hormis le marché de Port de Paix où le prix de la marmite de 6 livres a chuté de 1.19%, tous les autres marchés ont accusé une hausse dans le prix

de ce produit. En effet, le prix moyen du haricot rouge sur l'ensemble des marchés a cru de plus de 20 % ce trimestre.

### Haricot Noir

Le marché de Port de Paix est le seul produit où le prix de la marmite de 6 livres de haricot noir n'a pas grimpé ce trimestre, son prix a en effet chuté de 2.10%. Le prix de ce produit au marché de Port au Prince a atteint jusqu'à 70.83% d'augmentation par rapport au trimestre dernier. Sur l'ensemble des marchés, le prix moyen de ce produit a cru de 22.84% ce trimestre.

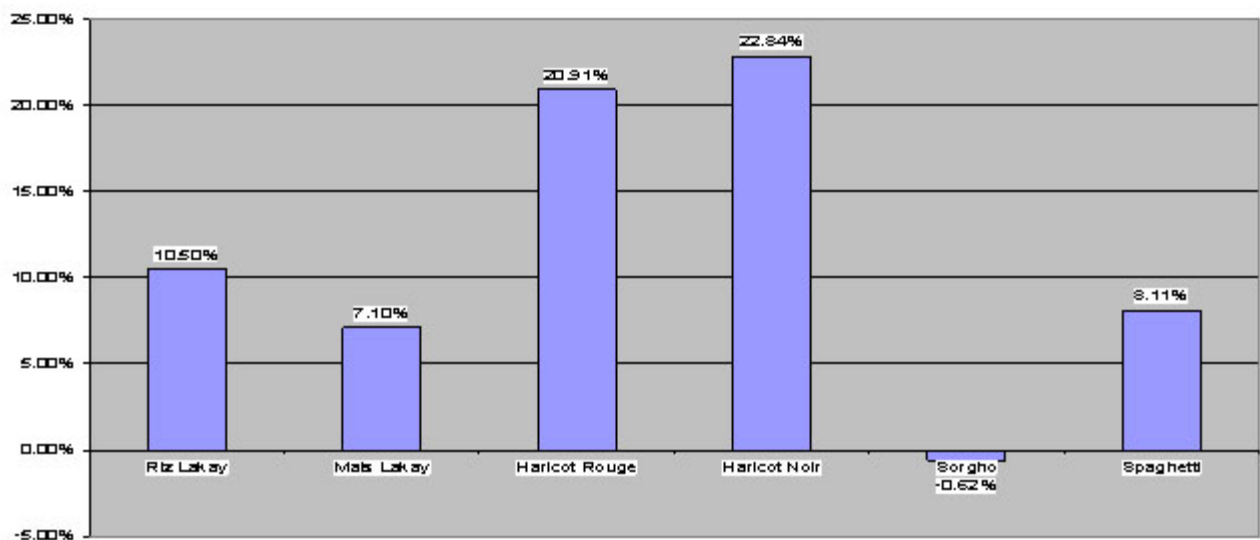
### Spaghetti

Le prix du sachet de Spaghetti a presque doublé (94.54%) au marché de Jérémie par rapport au trimestre précédent. Malgré de fortes baisses enregistrées dans les marchés de Jacmel (31.43%) et des Cayes (15.79%), le prix moyen de ce produit sur l'ensemble des marchés du territoire national a tout de même cru de 8.11%.

### Sorgho

Le prix moyen à l'échelle nationale de la marmite de 6 livres de ce produit est resté plus ou moins stable ce trimestre (chute de moins de 1%). A Hinche, cependant, le prix du sorgho a augmenté de 17.75% ce trimestre, tandis que le niveau de ce prix a chuté de 8.55% au Cap Haïtien

Evolution du prix des produits locaux au niveau national





## Pour la promotion des plantes sous-utilisées en Haïti : le benzolive, une plante miracle méconnue

### Nécessité de la promotion des plantes sous-utilisées

La population haïtienne est affectée par une situation d'insécurité alimentaire qui se manifeste entre autres par la sous-alimentation et la malnutrition. D'après le Rapport Mondial sur le Développement Humain 2004, 49% de la population totale du pays souffre de malnutrition (moyenne des années 1999/2001). La production nationale ne suffit plus pour satisfaire les besoins de la population, d'où un recours massif aux importations alimentaires.

Cependant, il convient de souligner qu'au niveau national, la disponibilité ne constitue pas le principal problème de la sécurité alimentaire. La disponibilité (production, importation et aide alimentaire) au niveau de l'ensemble du pays est supérieure aux besoins. Cependant, en raison de la précarité des voies de communication et les différences de potentialités productives, les stocks disponibles peuvent accuser un déficit par rapport aux besoins au niveau régional. De plus, la disponibilité de stocks alimentaire n'implique pas forcément l'accès à la nourriture pour les populations les plus vulnérables. Les niveaux de revenus et le pouvoir d'achat de la majorité des ménages sont faibles. En Haïti, 65% de la population vit sous le seuil de la pauvreté monétaire (CCI, 2004). Dans ces conditions, ne paraît-il pas risqué de confier exclusivement la sécurité alimentaire des familles à l'approvisionnement via le marché ?

Tous les types d'interventions visant à augmenter ou diversifier les revenus des ménages en milieu rural, comme en milieu urbain, devraient être encouragés. Il est possible de diversifier les voies et moyens d'améliorer la sécurité alimentaire sans exclure l'intérêt de valoriser au maximum les ressources locales pour arriver à augmenter la disponibilité de produits locaux facilement accessibles. L'appui à la production alimentaire nationale peut être considéré comme un des moyens viables d'assurer la sécurité alimentaire des populations dans un pays où 63% de la population vit en milieu rural. Il paraît donc opportun de développer de nouvelles filières orientées vers la consommation nationale ou vers les exportations.

Néanmoins, il existe en Haïti beaucoup de plantes alimentaires méconnues ou sous-utilisées. Les causes de la sous-utilisation peuvent être multiples : ignorance, tabous, contraintes du marché, enclavement des zones de production, habitudes alimentaires, absence d'unités de transformation. On peut tenter de regrouper les plantes sous-utilisées en 2 catégories :

La première catégorie concerne des plantes connues et très consommées qui ont encore un potentiel sous-exploité. Il s'agit de certaines espèces fruitières, qui étonnamment, connaissent des niveaux de pertes très élevés. Par exemple, la mangue, en dépit du fait d'une récolte très étalée, la plus grande partie de la production arrive à maturité au cours de 2 semaines pendant le mois de mai, ce qui provoque une chute des prix et une très faible possibilité d'utilisation des fruits. Les expériences de séchage ou autres transformations de la mangue devraient être encouragées sur une plus grande échelle. Dans beaucoup de zones, à cause des problèmes de route qui entravent l'écoulement, on observe, même de nos jours, un gaspillage des agrumes, surtout des chadèques. Dans la Grand'Anse, il existe encore des jachères envahies par des goyaviers, dont les fruits sont faiblement utilisés dans la consommation humaine et même dans l'alimentation des porcs.

Il existe une autre catégorie de plantes moins connues qui sont consommées dans certaines régions et sont méconnues dans d'autres. Le « pois-manioc » (*Pachyrhizus angulatus*) est un exemple. Cette légumineuse produit une tubercule qui est consommée bouillie et même crue dans plusieurs régions, comme la Grand'Anse et le Nord-Ouest, alors qu'elle n'est pas utilisée dans d'autres zones où pourtant elle existe. Le « pois-maldioc » (*Canavalia ensiformis*) est cultivé comme plante fourragère et comme engrais vert, particulièrement dans le Plateau Central. Pourtant, il s'agit d'une plante alimentaire consommée dans de nombreux pays, comme en Inde. Cependant, en Haïti, certaines personnes utilisent les gousses à maturité non complète, comme les haricots verts en « pois tendre ». Les feuilles de beaucoup d'autres plantes sont consommées bouillies comme épinards. Mais, parfois ces feuilles n'ont pas de valeur marchande. Il faut, cependant, souligner que la promotion de la consommation de plantes sous-utilisée doit être associée à des recherches sur leurs toxicités.

La connaissance des plantes sous-utilisées se justifie également en cas de catastrophe naturelle. Actuellement, beaucoup d'intervenants mettent l'accent sur la nécessité, en plus des actions d'urgence post-désastre, de développer, notamment par le biais de l'éducation, des programmes de prévention des risques et des désastres. Il faut que les populations, même en cas d'isolement suite aux dégâts causés par les catastrophes, puissent survivre en attendant l'arrivée des secours. La vulgarisation des connaissances sur les plantes sous-utilisées constitue donc un impératif.



## Le benzolive

Une plante alimentaire sous-utilisée d'une valeur nutritionnelle extraordinaire est le benzolive (*Moringa oleifera*) appelée plus couramment en Haïti « dolive ». Cet arbuste, originaire du Sud-Est asiatique, appartient à la famille des '*Moringaceae*'. Sa hauteur ne dépasse pas 10 mètres. Des expériences qui ont été réalisées dans plusieurs pays, particulièrement au Sénégal ont prouvé que ses feuilles et gousses constituent un supplément nutritionnel efficace pour l'amélioration d'une alimentation non équilibrée.

### Caractéristiques écologiques et biologiques

Le benzolive pousse partout dans les zones tropicales et subtropicales sur presque tous les types de sol et est très familier aux zones chaudes de basse altitude entre le niveau de la mer jusqu'à 600 mètres. S'il se développe bien avec une pluviométrie comprise entre 800 et 1200 mm, il arrive à s'adapter à une pluviométrie de 300 mm et à une saison sèche de 6 mois. Le Moringa pousse dans les meilleures conditions sur un sol sablonneux, mais poussera également sur la plupart des sols bien drainés, mêmes salins. Et sa croissance sera retardée sur des sols secs et peu profonds.

Il se reproduit facilement par graines ou par boutures et repousse de souche. « Il se reconnaît facilement à ses inflorescences blanches et dressées, à son feuillage plumeux et léger et aux gousses longues de 20 à 35 cm qui pendent dans l'arbre ». (KOOHAFKAN et LILIN, 1989)

C'est une espèce ligneuse connue particulièrement dans les zones de basse altitude en Haïti. Le benzolive est surtout planté en haie vive au niveau des clôtures. On peut rencontrer aussi des arbustes dispersés.

### Ses différentes utilisations

Dans divers pays, les différentes parties de la plante sont utilisées dans l'alimentation humaine et animale, la médecine traditionnelle etc. Il existe des expériences de transformation industrielle. L'huile, extraite des graines, est d'excellente qualité et est riche en Vitamine C et en fer. Pour extraire l'huile des graines, il n'est pas nécessaire de disposer de presse de forte puissance. Des presses à bras conviennent bien à cette opération. Les racines contiennent des antibiotiques à spectre large et un cardiotonique (spirochine). Les feuilles vertes ont une teneur en vitamine C de 220 mg/100g, et contiennent des protéines, des minéraux et des vitamines. L'écorce sécrète une résine qui peut être utilisée comme diurétique, antidiptérique et fébrifuge. (SAQALLI, YONGABI, 2002).

La pâte préparée à partir des graines de Moringa ou le résidu de pressage à bras "traditionnel" sont utilisées dans le traitement des eaux. En effet, les graines contiennent un polyélectrolyte cationique aussi efficace que le sulfate d'alumine ou d'autres flocculants d'origine

industrielle beaucoup plus chers. Le flocculant provenant de la pâte de Moringa, totalement biodégradable, permet, dans le contexte des pays du Sud, la substitution aux importations de flocculants par un produit local facilement accessible, et donc, une économie de devises.

Le tableau 1 récapitule les différentes utilisations des diverses parties de la plante :

Tab 1 : Utilisation des différents organes du Moringa

Organes	Utilisations
Feuilles	Alimentation, médecine
Fleurs	Médecine, plante mellifère
Gousses	Alimentation, médecine
Tige (écorce, résine)	médecine
Graines	Purification de l'eau, médecine, huile (cuisine, lubrifiant, cosmétique) et aussi alimentation
Racines	Médecine

Sources : Trees for Life, Moringa book

En Haïti, dans certaines régions, les jeunes feuilles entrent dans la préparation de soupes et de bouillons. Les gousses semblent moins consommées. On prépare des tisanes ou des infusions avec les fleurs, en cas de grippe. Les feuilles sont aussi utilisées comme fourrage. D'après les informations provenant du Mouvement Paysan de Papaye (MPP) et de Educational Concerns for Hunger Organization (ECHO), la promotion de la culture et de la consommation du Moringa a été faite dans certaines régions d'Haïti, comme le Plateau Central et l'île de La Gonâve (PRICE 2000, MPP). Mais ces expériences semblent avoir été très localisées.

### Sa valeur nutritionnelle

Sur le plan de la valeur nutritionnelle de ses produits, le benzolive peut être considéré comme une plante miracle. Ce sont les jeunes feuilles et les jeunes gousses qui sont principalement consommées par l'homme et aussi les graines grillées. La poudre de feuille séchée est utilisée comme supplément alimentaire pour lutter contre la malnutrition. S'il est vrai que la composition chimique des feuilles dépend des sols, du climat, de la saison ou de la variété, les feuilles de Moringa sont, toutefois, riches en protéine, en vitamines et en minéraux. En outre, les feuilles contiennent tous les acides aminés essentiels y compris l'arginine et l'histidine qui ont une grande importance dans le régime des enfants.

Il est rare de trouver un produit végétal avec la valeur nutritive du Moringa. Sa richesse en protéine est étonnante, car les feuilles contiennent tous les acides aminés essentiels, ce que l'on ne retrouve même pas chez les légumineuses. Les feuilles et les gousses peuvent constituer une source importante de nutriments pour des gens de tout âge. Pour les enfants âgés de 1 à 3 ans, 100 grammes de feuilles fraîches pourraient satisfaire tous ses besoins journaliers en calcium, environ 75% de ses besoins en fer et la moitié de ses besoins en protéine. Une cuillerée à soupe (8 grammes)

de poudre de feuille pourrait satisfaire 14% des besoins en protéine, 40% des besoins en calcium et 23% des besoins en fer et presque tous les besoins en vitamine A de cet enfant. Six (6) cuillérées à soupe de poudre de feuille pourront satisfaire presque tous les besoins quotidiens de la mère en fer et calcium, durant la grossesse et l'allaitement.

Le tableau 2 compare les apports nutritionnels des gousses, des feuilles et de la poudre de feuilles :

Analyse des gousses de Moringa, des feuilles fraîches (crues) et de la poudre de feuille séchée (pour 100 grammes)			
	Gousse	Feuilles	Poudre de Feuilles
Humidité (%)	86.9	75.0	7.5
Calories	26	92	205
Protéine (g)	2.5	6.7	27.1
Lipide (g)	0.1	1.7	2.3
Glucoide (g)	3.7	13.4	38.2
Fibre (g)	4.8	0.9	19.2
Minéraux (g)	2.0	2.3	-
Ca (mg)	30	440	2,003
Mg (mg)	24	24	368
P (mg)	110	70	204
K (mg)	259	259	1,324
Cl (mg)	3.1	1.1	0.57
Fe (mg)	5.3	7	28.2
S (mg)	137	137	870
Acide oxalique (mg)	10	101	1.6%
Vitamine A - B caroténe (mg)	0.11	6.8	16.3
Vitamine B - choline (mg)	423	423	-
Vitamine B1 - thiamine (mg)	0.05	0.21	2.64
Vitamine B2 - riboflavine (mg)	0.07	0.05	20.5
Vitamine B3 - acide nicotinique (mg)	0.2	0.8	8.2
Vitamine C - acide ascorbique (mg)	120	220	17.3
Vitamine E - tocophérol acétate (mg)	-	-	113
Arginine (g/16g N)	3.6	6.0	1.33%
Histidine (g/16g N)	1.1	2.1	0.61%
Lysine (g/16g N)	1.5	4.3	1.32%
Tryptophane (g/16g N)	0.8	1.9	0.43%
Phénylalanine (g/16g N)	4.3	6.4	1.39%
Méthionine (g/16g N)	1.4	2.0	0.35%
Threonine (g/16g N)	3.9	4.9	1.19%
Leucine (g/16g N)	6.5	9.3	1.95%
Isoleucine (g/16g N)	4.4	6.3	0.83%
Valine (g/16g N)	5.4	7.1	1.06%

Source: Moringa oleifera: Natural Nutrition for the Tropics par Lowell Fuglie, cité par Martin L. Price dans « The Moringa Tree, ECHO Technical Note, 2000

Le tableau 3 exprime pour quelques nutriments le pourcentage de l'Apport Journalier Recommandé (AJR) dans 50 grammes de poudre de feuille pour les mères et aussi dans 25 grammes pour les enfants âgés de 1 à 3 ans :

**TAB. 3 APPORT JOURNALIER RECOMMANDÉ POUR 50 GRAMMES DE POUDRE DE FEUILLE DE M. OLEIFERA.**

Nutriments	% AJR	
	Mère (50 g)	Enfant (25 g)
Protéine	21%	42%
Calcium	84%	125%
Magnesium	54%	61%
Potassium	22%	41%
Fer	94%	71%
Vitamine A	143%	272%
Vitamine C	9%	22%

Source : projet ECHO, M.L. Price, 2000

Les informations ci-dessus permettent de comprendre pourquoi la poudre de feuille peut être utilisée comme supplément alimentaire pour combattre la malnutrition. Une expérience a été réalisée en 1997-98 dans le Sud-Ouest du Sénégal par l'Action Alternative pour le Développement de l'Afrique et le Service Mondial des Eglises pour tester la capacité de la poudre provenant des feuilles séchées de Moringa pour prévenir et traiter la malnutrition chez les femmes enceintes, les femmes allaitantes et leurs enfants (PRICE, 2000). Le test a permis de faire les observations suivantes chez les sujets consommant la poudre de Moringa :

- Les enfants ont maintenus ou augmenté leurs poids et leur état de santé a été amélioré.
- L'anémie des femmes enceintes a pu être contrôlée et les bébés sont nés avec des poids suffisants.
- La quantité de lait des femmes allaitantes a pu augmenter.

### Réflexions pour une promotion de la culture et de la consommation du Moringa en Haïti

Si depuis de nombreuses années, des efforts sont réalisés par des missions religieuses, des organisations paysannes et des ONG pour promouvoir la culture et la consommation du Moringa dans certaines régions du pays, les effets semblent très limités. Les expériences visaient davantage l'auto-consommation au niveau local. Il faudrait appuyer un effort coordonné à l'échelle nationale pour augmenter la demande, dans le cadre d'une politique publique d'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, qui devrait comporter une composante d'éducation à la nutrition y compris l'encouragement à la consommation des légumes. Il existe d'ailleurs en Haïti un facteur favorable : l'habitude de consommer des feuilles bouillies, comme lalo, kaya, lyann panye, panzou, amarante etc... Cependant, pour chacune des espèces mentionnées, l'approvisionnement du marché ne semble ni suffisant ni régulier. D'autre part, il peut exister des risques d'abandon de certains plats traditionnels avec des changements d'habitudes alimentaires.

Il faut aussi souligner que les politiques publiques devraient s'appuyer sur des recherches qui permettent une meilleure connaissance des plantes sous-utilisées, leur répartition sur le territoire national, et aussi, leur rendement et leur composition chimique qui peuvent varier avec les conditions de culture.

#### Effort concerté multisectoriel

Pour arriver à promouvoir la culture et la consommation du benzolive en Haïti, un effort concerté multisectoriel (agriculture, éducation, santé etc.) serait nécessaire.

Le développement de la culture du Moringa est compatible la Politique Agricole Nationale (MARNDP 2004, p 2-3) qui entend promouvoir «des filières

**porteuses sur lesquelles concentrer les appuis».** Ces filières, orientées à la fois vers le marché local et vers l'exportation, pourraient bénéficier de différents types d'appuis: «subventions visant à faciliter les investissements du secteur privé», «appuis pour la mise en marché», appuis pour l'établissement de relations contractuelles entre les paysans et le secteur privé, actions de recherche-développement.

La vulgarisation de la consommation et de la culture du benzolive peut aussi bénéficier de l'appui de beaucoup de secteurs alliés, qui une fois informés sur l'adaptation de la plante aux conditions difficiles peuvent se constituer en véritables parties prenantes du processus. La consommation du Moringa ne doit pas être présentée comme uniquement une solution au problème de la malnutrition, une plante pour l'alimentation des pauvres, mais comme une alternative pour la santé. Les groupes cibles doivent être assez diversifiés pour que l'utilisation du Moringa puissent réellement atteindre les couches les plus vulnérables. Les associations, les ONG, les écoles, les églises, les centres de santé, les groupes végétariens etc. peuvent apporter un appui non négligeable. A travers les cantines scolaires, le message peut être transmis aux enfants pour atteindre les parents.

### **Vulgarisation à grande échelle**

Le benzolive, cette plante qui s'adapte bien aux conditions difficiles des zones sèches et qui fournit des produits (feuilles, fruits) de haute valeur nutritive, peut être considéré comme une véritable manne du ciel. Sa culture et sa consommation méritent d'être encouragées. La promotion de la culture pour être viable doit être associée à un effort dans la diffusion des informations et à un appui à la commercialisation. Les contraintes majeures ne semblent pas se situer au niveau des techniques de culture, mais au niveau du marché, parce que sa consommation n'est pas fortement ancrée dans les habitudes alimentaires. La promotion pour la consommation pourrait être réalisée en vulgarisant les informations sur la valeur nutritionnelle et les méthodes de préparation etc. Des dépliants, brochures en français sont déjà utilisés dans d'autres pays et pourraient être facilement adaptés en créoles avec l'autorisation de partenaires internationaux. Le Mouvement des Paysans de Papaye avait déjà préparé un dépliant en créole. Des spots, émissions radio et de télévision pourraient être préparés et diffusés, avec un engagement particulier des médias d'Etat. Les foires agricoles ou gastronomiques pourraient offrir l'occasion de faire des démonstrations et des dégustations.

### **Différentes possibilités de valorisation et intérêt écologique**

Le travail de vulgarisation sur l'utilisation du Moringa pourra contribuer à augmenter la demande de ses produits, alors il sera possible d'encourager de manière viable la production. Différentes utilisations des produits de cette plante sont connues. En plus de la consommation des feuilles et des gousses, l'huile

extraite des graines peut être utilisée dans la préparation des aliments et il est possible de le valoriser comme carburant (biodiesel). Le tourteau peut être valorisé dans la purification de l'eau. Il existe d'ailleurs une carence d'initiatives de développement de filières nouvelles dans l'agriculture haïtienne.

D'autre part, cet arbuste est déjà utilisé en haies vives dans les clôtures. Le benzolive peut intégrer en plus des structures de conservation de sols en courbes de niveau, comme les « bann manje ». L'une des contraintes majeures à la réalisation de structures de conservation de sols est la faible disponibilité en terre au niveau des exploitations agricoles. La construction d'une structure désaffectée de la production une partie de la terre, ce qui provoque un manque à gagner pour les agriculteurs. Dans ce contexte, une approche à la fois conservatoire et productive est plus prometteuse. C'est pourquoi depuis de nombreuses années, il est encouragé la réalisation de haies vives et de bandes végétales susceptibles de satisfaire les besoins des agriculteurs ou de revêtir pour eux un intérêt économique. Cependant, dans les zones à faible pluviométrie, trouver des espèces adaptées pérennes et semi-pérennes qui ont un intérêt économique constitue un véritable défi. La promotion du benzolive offre des possibilités inattendues. En plus, des haies vives en courbe de niveau, le benzolive peut être cultivé en agroforesterie, associé à des espèces vivrières. Si le marché est maîtrisé, des agriculteurs peuvent même accepter de consacrer des parcelles uniquement à cette culture.

### **Bibliographie**

1. FUGLIE, Lowell J.: **The Miracle Tree**, Church World Service, 1999, <http://www.moringatrees.org/miracletree.html>
2. Gouvernement de la République d'Haïti, **Cadre de Coopération Intérimaire 2004 – 2006, Rapport de synthèse**, juillet 2004.
3. KOOHAFKAN A. P. ; LILIN Ch : **Arbres et Arbustes de Haïti. Utilisation des espèces ligneuses en conservation des sols et en aménagements des bassins versants**, FAO, MARNDR, 1989.
4. MARNDR, **La Politique Agricole Nationale**. Créer les conditions pour une relance de la production au sein des exploitations paysannes. Mars 2004
5. Mouvman Peyizan Papay, **Doliv yon solisyon senp pou malnitrisyon**, <http://www.echohaiti.com/KreyolMaterials/BwochiBenzoliv.pdf>
6. PNUD, **Rapport Mondial sur le Développement humain 2004**. <http://hdr.undp.org/report/global/2004/francais/>
7. PRICE L. Martin, **The Moringa Tree**, ECHO Technical Note, 2000, <http://www.echotech.org/technical/technotes/moringabiomasa.pdf>
8. SEVERIN François, **Plant ak Pye Bwa Tè d'Ayiti**, Editions Quitel, Port-au-Prince 2002
9. **Trees for Life : Moringa Book**, <http://www.treesforlife.org/project/moringa/book/moringa-book-view.pdf>
10. YONGABI K. , SAQALLI M. : **Moringa oleifera, Les Essais en Tanzanie**, 2002, <http://www.plantbyplant.com/saq/saq3.htm>
11. <http://www.moringanews.org/moringa.html>
12. <http://www.moringanews.org/biblio.html>

# Nous avons rencontré pour vous :



## LE FONDS D'ASSISTANCE ECONOMIQUE ET SOCIALE (FAES)

### PRESENTATION GENERALE

Le Fonds d'Assistance Économique et Sociale (FAES), créé en 1990 par Décret Présidentiel, est un organisme financier de développement placé sous la tutelle du Ministère de l'Économie et des Finances. Fermée en octobre 1991, l'Institution a rouvert ses portes en avril 1995.

Le FAES a pour mission d' **aider les communautés défavorisées à développer leur capital social et à améliorer leur qualité de vie en les encadrant et en assurant le financement des projets prioritaires identifier par ces Communautés.**

Depuis sa création, le FAES constitue l'un des instruments utilisés par le gouvernement dans le cadre de sa stratégie de lutte contre la pauvreté.

L'orientation des opérations du FAES est définie par un Conseil d'Administration composé de neuf (9) membres dont trois (3) ministres, cinq (5) représentants d'associations ou d'organisations non gouvernementales et du Directeur Général de l'Institution qui en est le Secrétaire Exécutif. Cinq directions techniques assistent la Direction Générale dans la gestion de l'Institution.

### DOMAINES D'INTERVENTION

Le FAES intervient dans les secteurs de l'Éducation, l'Appui aux Enfants en Situation Vulnérable, la Santé, la Nutrition, l'Assainissement, l'Eau Potable, l'Agriculture, l'Appui à la Production l'Environnement et du Transport, en s'assurant du respect des normes établies par les ministères sectoriels concernés. De plus, l'Institution renforce la promotion de projets ayant trait à la femme rurale et à la jeunesse.

### RESSOURCES FINANCIERES, STRATEGIES D'INTERVENTION

Les ressources du FAES peuvent provenir de dotations budgétaires ou d'autres fonds du Trésor Public, de dons en espèces consentis par les gouvernements des pays amis, par des organisations internationales ou par d'autres donateurs et enfin de prêts concessionnels accordés à des conditions conformes à ses objectifs et à ses activités.

En tant qu'organisme de financement, le FAES n'exécute pas de projets, mais les finance sur demande formelle des communautés qui peuvent être représentées par les institutions étatiques (collectivités territoriales, organismes gouvernementaux), ou par les organisations de la Société Civile (fondations

humanitaires, organisations non gouvernementales, organisations communautaires, associations).

Rendre le financement de plus en plus accessible aux plus pauvres et satisfaire leurs besoins reste une préoccupation constante des responsables de l'Institution. A cette fin, les formalités conduisant à l'obtention de financement ont été révisées et simplifiées et le menu de projets diversifié.

Les projets financés par le FAES sont répartis sur l'ensemble du territoire national. Une attention particulière est accordée aux régions les plus défavorisées, aux zones rurales et aux régions marginales urbaines généralement démunies.

Les projets sociaux financés par le FAES sont de courte durée. Leur période de mise en œuvre varie généralement de six à douze mois et dépasse rarement une année. Par contre les projets productifs ont un délai d'exécution beaucoup plus long ne dépassant pas trente six mois.

Avant d'être soumis au Comité d'Approvisionnement pour financement, les projets passent par deux étapes: (i) la soumission des documents nécessaires à la présentation de projets à la Direction de la Promotion et du Renforcement Institutionnel (ii) l'évaluation des projets à la Direction des Projets Sociaux ou à la Direction des Initiatives Economiques.

Le Comité d'Approvisionnement formé du Directeur Général et des Directeurs techniques statue sur les projets pouvant être financés. Il peut se faire assister au besoin d'un spécialiste.

L'exécution des projets d'infrastructure est assurée par une firme ou un professionnel qualifié, préalablement inscrit dans la base de données des Opérateurs Prestataires de Services du FAES. Suivant le montant estimé des travaux et tenant compte des conditions stipulées dans les contrats de financement et des sources de fonds, l'une des procédures suivantes est appliquée en vue du choix de l'exécutant : i) le candidat sélectionné est invité à négocier un contrat de gré à gré ; ii) une mise en concurrence limitée à trois (3) ou six (6) candidats est organisée ; iii) un appel d'offres public national est lancé.

Un superviseur est également engagé par l'Institution afin d'effectuer le contrôle de la qualité des travaux réalisés. Son intervention commence au démarrage

des travaux et prend fin à la réception définitive de l'ouvrage. Il est à noter que pour les projets économiques, la même procédure est suivie pour le recrutement des professionnels en fonction des besoins spécifiques de chaque projet.

Le FAES inscrit ses actions dans le cadre d'une stratégie globale élaborée par le gouvernement dans sa lutte contre la pauvreté. De ce fait l'Institution a eu à signer des protocoles d'accord avec différents ministères sectoriels et certains organismes autonomes de l'État tels : les Ministères de l'Éducation Nationale, de la Santé Publique, de l'Agriculture, de l'Intérieur, des Travaux Publics et avec le Service National d'Eau Potable (SNEP).

En complémentarité aux actions gouvernementales, l'Institution, en vue d'éviter toute duplication, essaie dans la mesure du possible de concerter et/ou de coordonner ses actions à celles d'autres intervenants (ONG, OI) évoluant dans le développement.

Dans ce contexte, le FAES a collaboré avec le Catholic Relief Service (CRS), le Fonds d'Équipement des Nations-Unies (FENU), respectivement pour l'exécution de projets à Fond Verrettes suite au passage du Cyclone Georges et la Réhabilitation des Pistes Rurales dans le Sud-Ouest, où le FAES a joué le rôle d'agence d'exécution de programme tout comme dans le cas de l'accord signé avec l'Unité de Coordination des Projets (UCP) du Ministère de l'Environnement, dans le cadre de l'Assistance Technique pour la Protection des Parcs et Forêts (ATPPF), pour l'implémentation du Programme d'Appui aux Petits Investissements dans les Zones Tampons (PAPIZ).

D'avril 1995 à décembre 2003, les ressources financières du FAES, constituées de prêts à taux concessionnels, octroyées à l'État haïtien par la Banque Interaméricaine de Développement et la Banque Mondiale et d'une allocation du gouvernement ont été utilisées pour une première phase de financement de projets. Cette première phase dont l'enveloppe s'est élevée à 24.8 millions de dollars américains a permis de financer 566 projets au coût approximatif de 18 millions de dollars américains dans les zones les plus défavorisées.

Un montant de 30 millions de dollars américains a été par la suite rendu disponible pour le financement d'une deuxième phase. Grâce à cette enveloppe, au 30 septembre 2003, le nombre total de projets financés est passé à 1046.

Cette deuxième phase de financement, a été également pour le FAES l'occasion de se rapprocher des communautés. Dans cette optique, l'Institution a financé le Programme d'Appui aux Communautés (PAC); programme qui prévoyait, outre le renforcement de l'approche participative des communautés, une assistance en matière de formulation de demandes de

projets et la création de structures adéquates pouvant assurer leur durabilité.

Toujours dans cette perspective, le FAES a financé les programmes de formation de comités de gestion d'écoles et des systèmes d'adduction d'eau potable et une évaluation sociale des communautés.

*Il faut signaler que le FAES a également financé des études de pré-investissement de projets ne pouvant être assurées par les populations démunies.*

### **LES NOUVEAUX PROGRAMMES**

*Dans le cadre de l'exécution de son mandat, le FAES s'est vu confier en juin 2002, l'exécution **du PROGRAMME D'APPUI AUX INITIATIVES PRODUCTIVES EN MILIEU RURAL (PAIP) avec un financement de U.S.\$ MM 28.15 provenant du FIDA.** Prévu pour une période de dix années, le PAIP a pour but de contribuer à la réduction de la pauvreté rurale à travers l'amélioration de la sécurité alimentaire et l'augmentation des revenus des populations rurales pauvres et marginalisées ainsi qu'à la gestion durable des ressources naturelles dans le Nord-Est, le Haut Plateau Central et le Nord-Ouest. Les objectifs du PAIP sont de i) réduire la pauvreté, ii) augmenter les revenus, iii) améliorer la sécurité alimentaire et protéger les ressources naturelles des zones concernées. Pour ce faire, le Programme entend mener des activités de renforcement des capacités locales et nationales de planification à la base, d'appui aux initiatives communautaires productives et de facilitation, de manière durable, d'accès aux services financiers aux populations rurales pauvres qui en sont aujourd'hui privées, en particulier les femmes, les jeunes et les paysans sans terre.*

*De plus, le 20 novembre 2003, le gouvernement haïtien concluait avec la Banque Interaméricaine de Développement un accord consacrant l'octroi de US\$ MM 72.2 pour l'exécution **DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT LOCAL (PDL).** Ce programme dont la couverture est nationale s'étalera sur une période de cinq années et aura pour objectifs à travers ses trois composantes « Développement Social et Assistance Sociale », « Développement Productif et Rural » et « Gestion Locale et Renforcement Institutionnel » : i) d'accroître le nombre de ménages ayant accès aux services sociaux de base, d'étendre l'assistance sociale à certains groupes vulnérables de la population, et ii) d'augmenter et de diversifier les sources de revenus des communautés pauvres. Pour atteindre ces objectifs spécifiques, le Programme visera également à renforcer l'aptitude des communautés à planifier, formuler et gérer les projets et à améliorer la capacité de l'Etat à favoriser le développement économique et social à l'échelon local.*

*En février 2004, le Ministère de l'Éducation Nationale de la Jeunesse et des Sports a confié au FAES la mise*

en oeuvre de la Composante Infrastructure du **PROGRAMME D'EDUCATION DE BASE (PEB)** conclu entre le gouvernement haïtien et la Banque Interaméricaine de Développement et qui prévoit la réhabilitation et la construction respectivement de 148 et 60 nouvelles salles de classe, ainsi que la reconstruction de 96 salles. Toutes ces salles seront équipées de mobiliers scolaires.

divers programmes approuvés soit par le FIDA, la BID ou autre potentiel bailleur de fonds.

En résumé, l'enjeu est de taille car, il s'agira pour l'Institution, au cours des 10 prochaines années, d'investir plus de 105.2 millions de dollars américains (PAIP, PDL et PEB) au niveau des communautés, répartis selon le tableau suivant :

Pour améliorer son efficacité dans la mise en oeuvre de tous ces programmes et également mieux servir les communautés, le FAES s'est lancé depuis deux ans, dans la déconcentration de ses activités. Cinq (5) bureaux régionaux ont déjà été établis par le fonds à Fort-Liberté, Hinche, Jean-Rabel, Aquin et Jacmel.

Source	Programme	Allocation (MM US\$)	Contrepartie Locales (MM US\$)	Total (MM US\$)
FIDA	PAIP	21.7	6.4	28.1
BID	PDL	65.0	7.2	72.2
BID	PEB	4.1	0.8	4.9
Total				105.2

Depuis le début de l'année 2005, cent vingt deux (122) projets totalisant quatre cent soixante sept millions deux cent quarante mille cent quarante et 68/100 Gourdes (467,240,140.68 Gdes) ont été approuvés pour financement au profit du développement socio-économique des populations rurales démunies du pays.

Cette approche de proximité permettra à l'Institution de mieux rentabiliser les ressources affectées aux

## Le saviez-vous?



1. **L'Arachide** aussi appelée cacahuète est nourrissante, car elle est riche en protéines, en matières grasses et en calories. Rôtie à sec, l'arachide, est une excellente source de magnésium, de niacine, et de potassium et une bonne source de zinc, de cuivre, de thiamine, et de phosphore. Elle contient de l'acide pantothénique, du fer et de la vitamine B6. C'est aussi une source élevée de fibres. Les protéines contenues dans l'arachide sont dites incomplètes, car certains acides aminés sont présents en plus faible proportion par rapport aux autres.

### 2. Le sorgho/ millet et la Sécurité Alimentaire

Ces espèces céréalières peuvent s'adapter dans différents types de sols. Leurs fortes capacités à résister à la sécheresse sont dues à leurs systèmes racinaires développés, aux feuilles pubescentes et à aux facultés de leurs stomates de reprendre leur fonctionnement après une sécheresse prolongée. Contrairement aux autres cultures vivrières, ils donnent des rendements appréciables dans des conditions difficiles et garantissent ainsi la survie d'une bonne partie de la population.

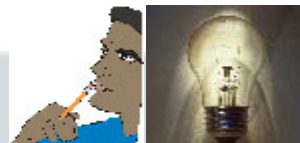
### 3. Le Groupe de Recherche et d'Etude Foncières (GREF) ;

Le Groupe de Recherche et d'Etude Foncières (GREF) vient de publier son premier bulletin trimestriel sur l'observatoire du foncier. Le projet 'Observatoire du Foncier' à travers les sites sentinelles d'opération vise à :

- ◆ Contribuer à la définition d'une politique foncière permettant de lutter contre l'insécurité alimentaire et de réduire la pauvreté en milieu rural, surtout là où son incidence est la plus forte.
- ◆ Formuler des recommandations spécifiques en matière de mesures foncières à mettre en oeuvre sur les trois sites qui sont représentatifs de trois problématiques nationales;
- ◆ Fournir des informations objectives sur les situations de conflits foncières d'envergure qui se manifestent dans le pays.

Dans ce premier numéro, la situation du périmètre agricole de la Tannerie dans la plaine du Nord, a été présentée.

# Matière à réflexion



## Une expérience originale de cantine scolaire !!

**Une cantine scolaire fonctionne à Bois-Mary , 4<sup>ème</sup> section de Dessalines, avec des produits locaux cultivés par les parents.** Dans cette localité, la communauté est engagée dans un processus de développement basé principalement sur les ressources locales, tout en intégrant des appuis externes. Ainsi, elle s'organise en un petit comité pour donner naissance à une école communautaire. Un membre a fait un don du terrain pour la construction de l'école qui a aussi reçu un appui financier de Pays de Savoie Solidaire, une collectivité territoriale française, dans le cadre de son programme de coopération décentralisée.

Pour faire face aux problèmes susceptibles de limiter le rendement des élèves, le comité s'est lancé dans une activité de cantine scolaire. Un autre membre a mis à la disposition de l'école un demi carreau de terre. Les parents se sont mis à cultiver le riz. Ils s'organisent en coumbite pour réaliser les opérations culturales. Une partie de la récolte du riz est vendue pour acheter d'autres produits nécessaires à la préparation des repas : huile, haricot, viande....

Dans notre prochaine publication trimestrielle, nous présenterons ce modèle de cantine scolaire communautaire qui, parmi tant d'autres, aide les enfants à améliorer leurs performances scolaires.

---

**Nous apprécions tout commentaire pouvant contribuer à l'amélioration de cette publication.**

Coupez le long de la ligne pointillée. Repliez en deux : votre message est pre-adressé.

Vous pouvez également nous faire parvenir vos commentaires par courriel: [publication@cnsahaiti.org](mailto:publication@cnsahaiti.org)

Commentaires

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

## La Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire CNSA

La **CNSA** a pour mission d'assurer l'harmonisation des interventions intersectorielles et inter-institutionnelles sur les problématiques complexes de politique alimentaire, de renforcement de la sécurité alimentaire et de gestion des risques.

Elle s'efforce pour cela de collecter les informations disponibles sur la situation alimentaire au niveau le plus décentralisé possible et de les diffuser.

La stratégie utilisée par la CNSA pour accomplir sa mission est essentiellement participative : les tâches d'expertise et d'information sont effectuées sur une base de concertation avec les différents secteurs impliqués (État, ONG, secteur privé, société civile en général).



timbrez ici

CNSA

Att : Bulletin de Conjoncture

7, Delmas 99, B.P. 1717 PAP Haïti